

Grève de la faim I  
la direction de GrDF refuse toujours toute  
négociation

Aujourd'hui, une délégation intersyndicales CGT, SUD (la CFDT et la CFTC étant excusés) a été reçue par la direction des opérations Ile de France de GrDF.

Alors que deux représentants syndicaux SUD Energie sont maintenant en grève de la faim depuis 16 jours, alors qu'un bulletin de santé alarmant a été rendu public par leurs médecins, cette entrevue pouvait être l'occasion de trouver une issue acceptable pour toutes les parties à ce mouvement sans précédent au sein de l'entreprise. C'est en tout cas dans cet état d'esprit, de détermination et de responsabilité, que la délégation s'est présentée.

Hélas, la direction de GrDF a fait une nouvelle fois la démonstration de son obstination irresponsable. Cette rencontre fut une parodie de négociation.

Sur le fond du dossier, elle a confirmé de manière éloquente la mauvaise foi qui la caractérise depuis le début du conflit : elle refuse de reconnaître que ce licenciement est directement lié à la participation de Nordine au mouvement du printemps. Nous rappelons que l'ensemble des faits reprochés à Nordine, et consignés dans sa lettre de licenciement, se situent précisément entre « mi-juin » et le 2 juillet, soit moins de 6 semaines après la fin du conflit. Qui peut croire à une telle coïncidence touchant un militant syndical, salarié de l'entreprise depuis 12 ans ?

Sur la recherche de solutions, la direction refuse catégoriquement la réintégration de Nordine au sein de GrDF. Pire, alors qu'elle avait affirmé publiquement qu'une mutation au sein des IEG était envisagée<sup>1</sup> – ce que l'intersyndicale était disposée à accepter – cette option a été brutalement retirée de la table aujourd'hui. Ainsi, la direction ne propose aucune solution qui garantisse un maintien de Nordine dans l'emploi, au sein ou hors de GrDF. Lorsque les représentants syndicaux ont rappelé que, à EDF, des salariés licenciés suite au conflit du printemps avait pu être muté dans une autre entité du groupe, la direction s'est contentée d'asséner : « on n'est pas à EDF, on est à GDF-Suez ».

Face à un licenciement jugé abusif par l'ensemble des salariés et des représentants syndicaux, les propositions de la direction se limitent aujourd'hui à ces trois points :

- Laisser Nordine dans le logement d'astreinte qu'il occupe jusqu'au 16 mars (fin de la trêve hivernale) au loyer préférentiel actuel.
- Financer une formation, après un bilan de compétence, pour une durée maximum de 3 semaines.
- Financer une prestation d'aide à la recherche d'emploi (outplacement) pendant 3 à 4 mois.

---

<sup>1</sup> « GrDF, la filiale de distribution du gaz de GDF-Suez « recherche une porte de sortie à ce conflit, en regardant les éléments qui permettent à l'agent licencié d'être réemployable dans une autre structure du groupe » a indiqué à l'AFP un porte-parole. » (communiqué AFP du 28 décembre 19h26)

Au delà du cas de Nordine, cette négociation est une nouvelle illustration d'une pratique de management froide, violente, fermée à tout compromis avec les salariés. Une pratique qui préfère organiser le harcèlement des militants pour éviter d'entendre ce que lui disent à travers eux, et de manière unanime, ses personnels. Cette pratique n'est hélas pas propre à GDF-Suez. L'expérience récente de France Telecom, dont la trajectoire est si proche (libéralisation/privatisation d'un groupe public), devrait alerter sur les dangers que de telles dérives font peser sur la santé des salariés de ce groupe.

Dans ce contexte et en dépit des risques chaque jour plus grands pour leur santé, les grévistes de la faim ont décidé de poursuivre leur mouvement, toujours très largement soutenu par les salariés, les syndicats locaux, les représentants du monde politique et associatif.

Devant cet échec de la négociation au niveau de GrDF Ile de France, nous demandons dans l'urgence une entrevue avec la Direction de GdF-Suez. La résolution de ce conflit passe par une reprise du dialogue et non par l'expulsion des grévistes de leurs locaux syndicaux.

Nous appelons le Gouvernement à prendre ses responsabilités et à intervenir au plus vite dans ce conflit qui touche une entreprise dont l'Etat est l'un des principaux actionnaires.

Nous engageons toutes celles et ceux qui luttent pour de réels droits démocratiques dans les entreprises et contre ces politiques ravageuses en terme de santé sociale, à rejoindre le large mouvement de soutien qui accompagne cette grève (cf. pétition et appel de personnalités sur [www.sudenergie.com](http://www.sudenergie.com)).

Paris, le 29 décembre 2009

Fédération SUD Energie